

<p>DEPARTEMENT SAÔNE-et-LOIRE</p> <p>ARRONDISSEMENT MACON</p> <p>CANTON CLUNY</p> <p>COMMUNE DE CLUNY</p> <p>Nombre de conseillers municipaux en exercice «27»</p> <p>Nombre de Conseillers présents à la séance «24»</p> <p>Date de la convocation «24.01.2024»</p> <p>Date de publication «06.02.2024»</p>	<p style="text-align: center;">Extrait du Registre des DELIBERATIONS du Conseil Municipal de la Commune de CLUNY</p> <p>L'an deux mille vingt-quatre, le TRENTE ET UN du mois de JANVIER, le Conseil municipal de la Commune de CLUNY s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Madame Marie FAUVET, Maire.</p> <p>Étaient présents : M. FAUVET, A. GAILLARD, F. MARGAÇH, JF. PEZARD, MH. BOUTIER, C. GRILLET, E. LEMONON, JL. DELPEUCH, A. VLE, C. NEVE, H. HES, R. GEOTPROY, P. CRANGA, AM ROBERT, D. FRANTZ, N. MARKO, B. ORIEBIN, J. CHEVALIER, JF. DEMONGEOT, C. ROLLAND, B. ROULON, P.GALLAND, B. ROUSSEAU, LORON</p> <p>Excusé (e)s ayant donné pouvoir : A. COMPAROT à M. FAUVET V. POULAIN à N. MARKO H. BOITTIN à C. ROLLAND</p> <p>Secrétaire de séance : Alain GAILLARD</p>
Délibération N° 2024 – 17	Séance du 31 JANVIER 2024

ENVIRONNEMENT/TRANSITION ECOLOGIQUE - Signature de l'Appel des villes et des collectivités territoriales pour soutenir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

A VUE informe de l'Appel des villes et des collectivités territoriales pour soutenir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, promu par ICAN (*International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires*).

- ✓ VU l'article 55 de la Constitution qui dispose que « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois »,
- ✓ VU le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) — signé et ratifié par la quasi-totalité des États membres de l'ONU, dont la France en 1992, à l'exception de la Corée du Nord, de l'Inde, d'Israël, du Pakistan et du Soudan du Sud —, qui stipule dans son article VI que « chacune des parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace »,
- ✓ VU que le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) adopté le 7 juillet 2017 par l'Assemblée générale des Nations Unies, par une écrasante majorité de 122 États, et dont l'entrée en vigueur a eu lieu le 22 janvier 2021 — met en œuvre l'article VI du TNP (susvisé) et stipule en son article 1^{er} que « Chaque État partie s'engage à ne jamais, en aucune circonstance :

- mettre ou tenter de mettre à l'essai, produire, fabriquer, acquérir de quelque autre manière, posséder ou stocker des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires,
- transférer à qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs,
- accepter, ni directement ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires ou du contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs,
- employer ni menacer d'employer des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires,
- aider, encourager ou inciter quiconque, de quelque manière que ce soit, à se livrer à une activité interdite à un État partie du présent Traité,
- autoriser l'implantation, l'installation ou le déploiement d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires sur son territoire ou en tout lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle. »

- ✓ VU l'article L2212-2 du Code général des collectivités territoriales selon lequel le maire doit veiller à assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité qui concerne entre autres la prévention des accidents et des pollutions, et l'article L2212-2 alinéa 5 stipulant de plus que le maire doit « prévenir, par des précautions convenables, [...] les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature ».
- ✓ ATTENDU que l'arme nucléaire a été utilisée comme arme de guerre par deux fois dans l'histoire de l'humanité (Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945), et plus de 2 000 fois à travers des essais souterrains et atmosphériques, entraînant des conséquences humanitaires et environnementales importantes toujours d'actualité,
- ✓ ATTENDU que l'existence des armes nucléaires, comme le souligne la situation internationale, entretient les différentes formes de prolifération nucléaire et accroît le danger d'un usage volontaire, accidentel ou par erreur,
- ✓ ATTENDU que toute détonation nucléaire aurait des conséquences humanitaires et environnementales catastrophiques pour l'ensemble des États de la planète,
- ✓ ATTENDU que le budget de 37 milliards d'euros engagés par la France, sur la seule période 2019-2025, selon la loi de programmation militaire, pour la modernisation et le renouvellement de l'arsenal nucléaire de la France va à l'encontre de l'article 26 de la Charte des Nations Unies qui stipule que pour « favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales », il est nécessaire de ne détourner « vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde ».
- ✓ ATTENDU que, pour faire face à ce danger, la communauté internationale a estimé qu'il n'y avait qu'une seule issue possible : leur élimination comme l'indique l'article 6 du TNP susvisé et le TIAN,
- ✓ ATTENDU qu'à travers notre responsabilité d'élus en charge de la sécurité de la population de notre commune, nous sommes directement concernés par le danger des armes nucléaires qui sont des armes dirigées vers nos centres urbains et les populations civiles de nos villes et communes, et que nous serions dans l'incapacité de prendre en charge les souffrances subies par la population,
- ✓ CONSIDÉRANT de plus l'attribution du prix Nobel de la paix à la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, ICAN, le 6 octobre 2017.
- ✓ CONSIDÉRANT la signature de l'Appel des villes et des collectivités territoriales pour soutenir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires comptant 79 villes françaises signataires parmi lesquelles Paris, Besançon, Cordes-sur-Ciel, Fosseylès-Nancy ou encore Lannion, également la région Bourgogne-Franche-Comté, et plus de 650 signatures à travers le monde, en particulier en Allemagne, aux États-Unis, en Belgique, en Norvège ou encore en Australie.

Par ses représentants élus, la ville de Cluny, fermement convaincue que nos habitants ont le droit de vivre dans un monde libre de cette menace, se déclare profondément préoccupée par la lourde menace que les armes nucléaires posent aux communautés à travers le monde. Elle souhaite préserver l'avenir de notre planète et des générations futures.

Ce point a été soumis à la commission ENVIRONNEMENT/TRANSITION ECOLOGIQUE réunie le 7 décembre 2023.

Le Conseil Municipal décide, par 21 voix « POUR » et 6 « ABSTENTIONS »

- **D'autoriser Mme la Maire à signer l'Appel des villes et des collectivités territoriales pour soutenir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires,**
- **D'adresser une requête au Président de la République pour que la France adhère au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.**

Fait et délibéré, le jour, mois et an susdits

La/Le/Les Secrétaire (s) de séance

Mme la Maire
Marie FAUVET

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Préfecture le 09/12/2023
Publié sur le site de la mairie le 09/12/2023
Réf. : 071-217101777-20230131-DF-2024-17-04
Retiré le


